

Synthèse

472 200 salariés:
Volume d'emploi
le plus bas depuis 1999

- 10,1% :
Accélération du repli
de l'Intérim

La situation maussade observée début 2012 se durcit au second trimestre. La contraction de l'activité économique n'épargne aucun secteur. Fin juin 2012, l'effectif salarié des entreprises du secteur privé diminue de -1,5%, soit 7 000 emplois nets détruits en un an. Le volume d'emploi chute ainsi à 472 200 salariés en données CVS et passe pour la première fois en dessous du niveau de 1999.

Les deux départements accroissent leurs destructions d'emplois: la Seine-Maritime affiche -1,3% après -0,9% au premier trimestre 2012 et l'Eure -2,0% après -1,6% au premier trimestre 2012.

Les pertes dans l'Industrie repartent à la hausse. La Construction continue sa régression. Le Commerce n'est plus soutenu par le Commerce de détail. Les Services toujours impactés par l'Intérim ne se redressent pas.

Au niveau national, la Haute-Normandie conserve la plus mauvaise évolution annuelle des effectifs salariés et forme avec la

Picardie et la Champagne Ardenne, les régions les moins bien orientées. Le différentiel avec la moyenne nationale reste à -1,4%, le taux national étant désormais négatif (-0,1% sur un an Métropole et DOM). Seules les régions du Sud et de l'Île de France continuent de créer des emplois.

Le taux de chômage régional est estimé à 10,9% à fin juin 2012, contre un taux national métropole de 9,7%. La Seine-Maritime connaît un taux de chômage plus élevé (11,1%) que l'Eure (10,6%).

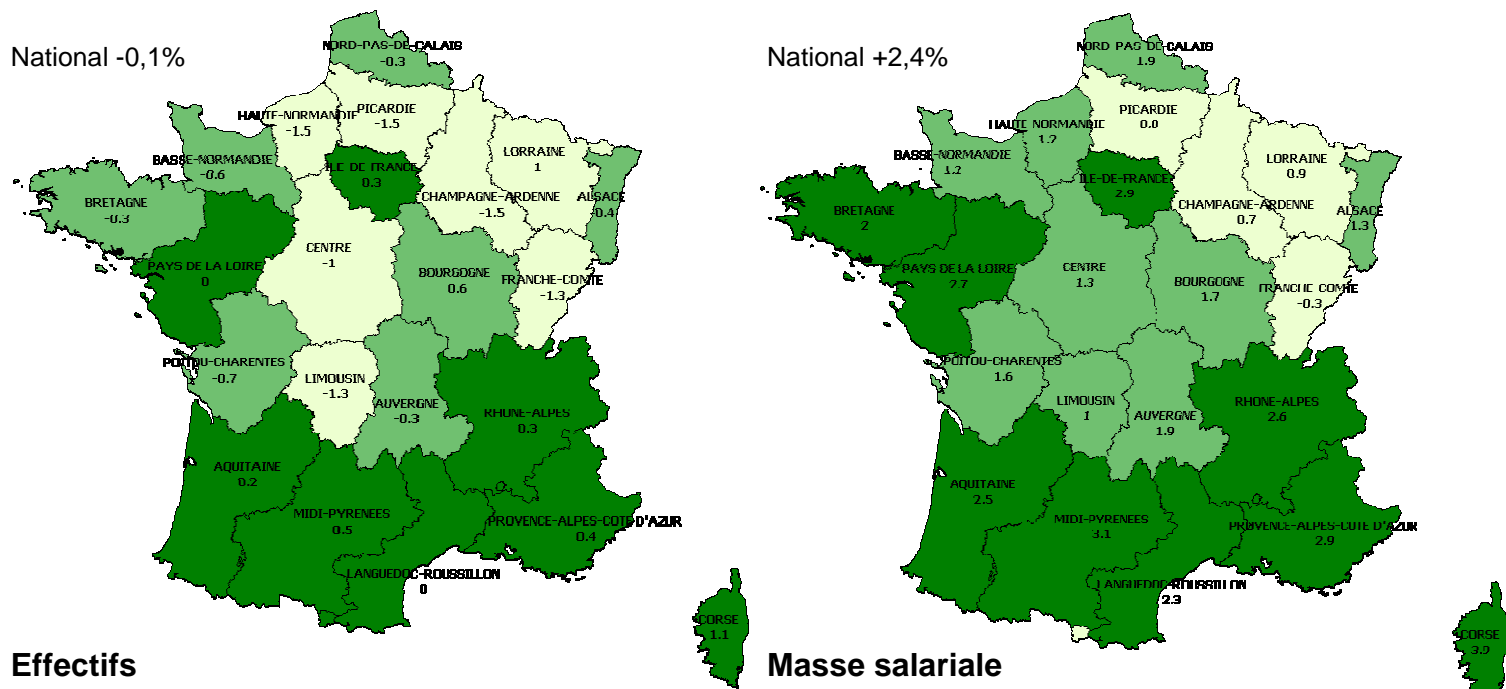
La masse salariale versée par les entreprises du secteur concurrentiel en Haute-Normandie continue de croître mais fléchit (+1,2% au second trimestre 2012 après +2,3% au premier trimestre 2012); sa croissance est inférieure à celle du niveau national (+2,4%). Elle progresse de +0,3% dans l'Eure et de +1,5% en Seine-Maritime.

Le salaire moyen par tête (SMPT) s'élève à 2 263 euros et s'accroît plus vite en un an (+2,5%) que celui du niveau national (+2,3%). Toutefois le SMPT en valeur reste inférieur de 5,3% au salaire moyen national.

L'emploi et la masse salariale

dans le secteur concurrentiel en Haute-Normandie

Evolution en glissement annuel au 2^em trimestre 2012



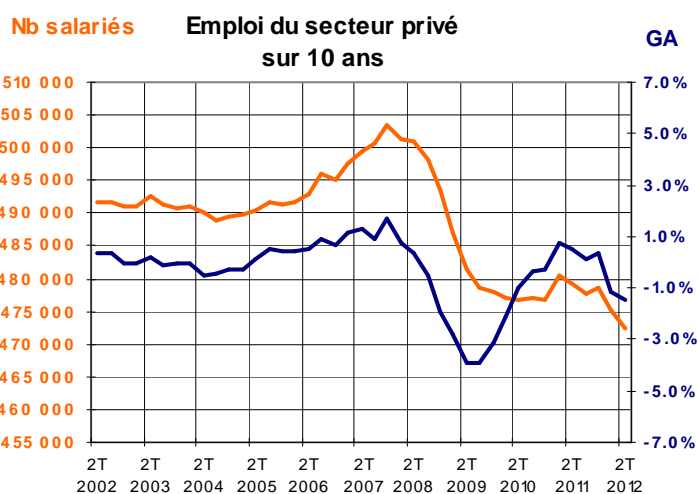
Secteur concurrentiel - Haute-Normandie	En niveau 2012 T2	Glissement trimestriel					Glissement annuel	
		2011 T2	2011 T3	2011 T4	2012 T1	2012 T2	2012 T1	2012 T2
Masse salariale (en Millions€)	3 215	0.9%	-0.2%	0.9%	0.7%	-0.3%	2.3%	1.2%
Emploi salarié (en nombre)	472 222	-0.3%	-0.3%	0.2%	-0.7%	-0.6%	-1.1%	-1.5%
Salaires moyen par tête mensuel (en €)	2 263	0.6%	0.1%	1.0%	1.0%	0.4%	2.7%	2.5%
Indice des prix à la consommation hors tabac		0.5	0.0	0.8	0.9	0.1	2.2	1.9

L'emploi et la masse salariale

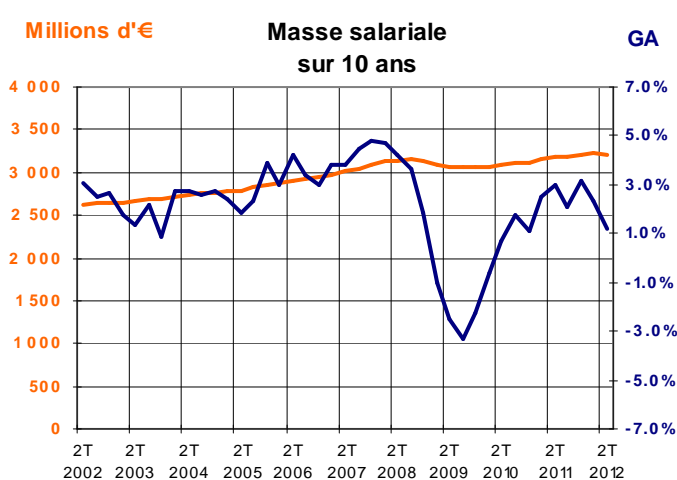
par secteur d'activité au 2ème trimestre 2012

En valeur CVS	Effectif salarié								Masse salariale							
	2012 T2 En nombre	Glissement trimestriel					G annuel		2012 T2 Millions €	Glissement trimestriel					G annuel	
		2011 T2	2011 T3	2011 T4	2012 T1	2012 T2	2012 T1	2012 T2		2011 T2	2011 T3	2011 T4	2012 T1	2012 T2	2012 T1	2012 T2
TOTAL (dont Autres)	472 222	-0.3%	-0.3%	0.2%	-0.7%	-0.6%	-1.1%	-1.5%	3 215	0.9%	-0.2%	0.9%	0.7%	-0.3%	2.3%	1.2%
Industrie	117 594	-0.1%	0.2%	-0.3%	-0.1%	-0.7%	-0.3%	-0.9%	1 016	0.8%	0.6%	0.9%	2.6%	-1.5%	4.8%	2.4%
Construction	43 899	-0.5%	0.1%	-0.4%	-3.2%	-0.9%	-4.0%	-4.3%	260	-0.3%	0.0%	1.4%	-3.3%	-0.8%	-2.2%	-2.7%
Commerce	71 911	-0.2%	-0.7%	0.6%	-0.5%	-0.6%	-0.8%	-1.2%	433	0.2%	0.1%	0.5%	-0.1%	0.9%	0.7%	1.5%
Services	238 671	-0.3%	-0.6%	0.5%	-0.7%	-0.5%	-1.1%	-1.3%	1 506	1.3%	-0.8%	1.2%	0.3%	0.2%	2.0%	0.9%
dont Intérim	22 218	-0.3%	-4.2%	2.1%	-4.4%	-3.9%	-6.7%	-10.1%	143	3.3%	-3.8%	2.1%	-2.4%	-2.1%	-1.0%	-6.2%

Source : Urssaf / Acofos



Source : Urssaf / Acofos



Source : Urssaf / Acofos

• l'Industrie perdue dans sa morosité

Après trois trimestres de relative accalmie, l'Industrie accroît ses réductions d'effectifs (-0,9% tous secteurs confondus) et détruit 1 020 emplois en un an à fin juin 2012.

Les **Industries agro alimentaires** ont cessé leur repli (-0,1%). L'activité de Boulangerie et boulangerie-pâtisserie et celle de Pâtisserie sont toujours en réduction d'effectif contrairement aux activités Fabrication de cacao, chocolat et de produits de confiserie et Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie.

Le secteur **Cokéfaction et raffinage** affiche une baisse de -11,2% : elle traduit en réalité une modification du NACE de la partie Recherche d'une entreprise (soit 350 salariés) reclassée dans le tertiaire. Après correction, la baisse sur un an est ramenée à -1,9%.

Les **Equipements électriques, électroniques, informatiques** restent sur la même tendance (+0,3%, soit 45 postes supplémentaires). La Fabrication d'équipements hydrauliques et pneumatiques (+120 postes) et la Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels (+45 postes) continuent de soutenir le secteur; les gains de ces deux activités compensent les pertes d'emplois enregistrées dans la Fabrication d'articles de robinetterie (-100 postes).

La **Fabrication de matériels de transport** accroît ses pertes d'emplois (-0,5%) affectée par l'Industrie automobile (-1,9% soit 190 postes de moins). Seule la Construction aéronautique et spatiale est dynamique (+3,3%, soit 115 postes de plus).

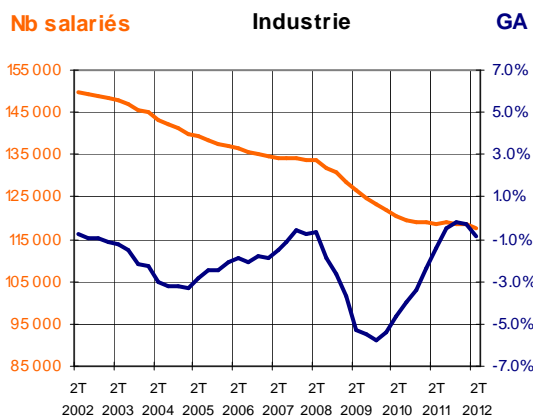
Les **Autres produits industriels** (-1,5%) accélèrent la baisse de leur effectif et détruisent plus de 900 postes en un an.

* L'Industrie des plastiques et autres produits non minéraux (-4,0%) continue de réduire ses effectifs salariés dans la Fabrication d'autres articles en caoutchouc (-500 postes concentrés dans deux entreprises avec fermeture de l'une d'elles). Seules la Fabrication d'emballages en matières plastiques (+45 postes) et la Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction (+40 postes) dynamisent un peu le secteur.

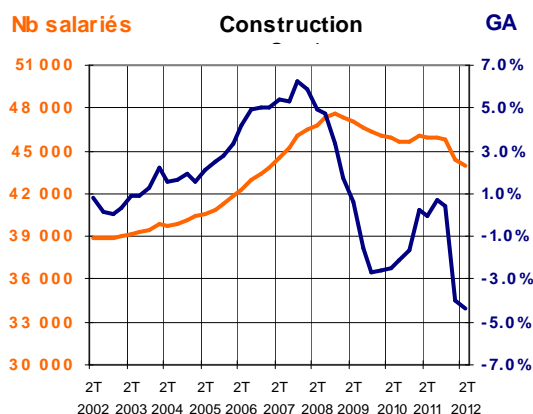
* Deux activités sont toujours en crise dans l'Industrie chimique (-2,0%) : la Fabrication de peintures, vernis, encres et mastics (-120 postes) et la Fabrication de parfums et de produits pour la toilette (fermeture d'une entreprise).

* L'Habillement, textile et cuir poursuit son effondrement observé au trimestre précédent (-8,2%) qui affecte tous les sous-secteurs.

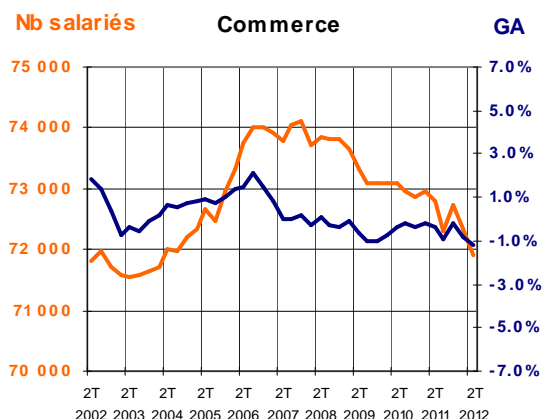
* L'Industrie du meuble après une année de répit repart vers la régression (-1,2%). Les destructions d'emplois relèvent essentiellement de la Fabrication



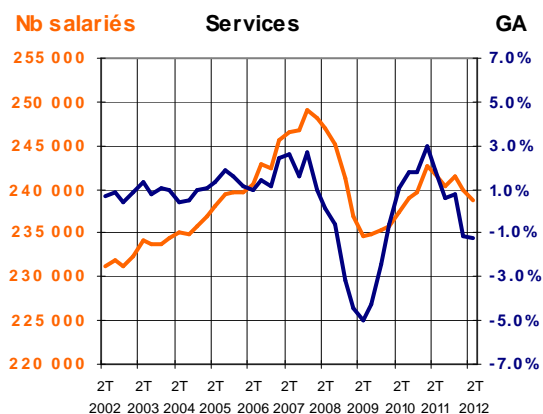
Source : Urssaf / Acofos



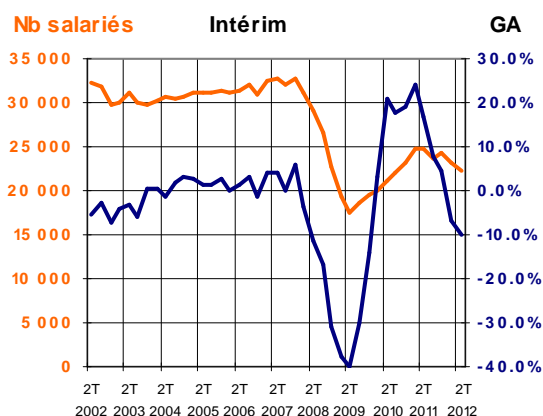
Source : Urssaf / Acofos



Source : Urssaf / Acofos



Source : Urssaf / Acofos



Source : Urssaf / Acofos

de meubles de bureau et de magasin (-70 postes) et de la Conception d'ensemble et assemblage sur site industriel d'équipements de contrôle des processus industriels (-40 postes).

* En revanche le Bois et papier (+1,1%) est positif mais est uniquement soutenu par l'activité Reproduction d'enregistrements. La Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries s'effondre à son tour (-40 postes).

* L'Industrie pharmaceutique, proche de la stabilité depuis 2 trimestres, crée une quinzaine d'emplois nets.

* La Métallurgie reste stable grâce aux activités de Fabrication d'autres articles métalliques (+100 postes), de Mécanique industrielle (+95 postes) et de Métallurgie de l'aluminium (+15 postes).

Les **Industries extractives, Energie, Eau** accentuent leur dynamisme (+3,1%), soit 350 postes nets supplémentaires, particulièrement la Production d'électricité (+80 postes), la Distribution d'électricité (+30 postes), la Collecte des déchets non dangereux (+150 postes) et la Récupération de déchets triés (+70 postes).

• La Construction régresse

Après correction des effectifs suite à un changement intervenu dans le mode de déclarations des salariés d'une grande entreprise au trimestre précédent, la baisse des effectifs salariés de la Construction est ramenée à - 1,5% en un an, soit près de 700 emplois détruits.

Le sous-secteur **Construction de bâtiments** devient dépressif et perd 190 emplois tandis que celui du **Génie civil** poursuit son élan (+5,8%) notamment dans la Construction de routes et autoroutes (+180 emplois nets) et la Construction d'autres ouvrages de génie civil (+60 emplois nets).

Les **Travaux de construction spécialisés** accélèrent leur repli (-2,1%, soit 750 emplois nets de moins) essentiellement dans les Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment (-230 postes), les Travaux d'installation électrique dans tous locaux et les Travaux de menuiserie bois et pvc (-130 postes chacun).

• Le Commerce s'effondre

Avec -1,2% en évolution annuelle, l'effectif salarié du Commerce repasse en dessous des 72 000 et perd près de 900 emplois en un an. Le Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles est le plus affecté (-1,5%) mais freine ses destructions de postes (contre -2,8% à fin mars). Le Commerce de gros (-0,7%) perd 130 postes nets notamment dans le Commerce de gros de produits chimiques et le Commerce de gros de fournitures pour la plomberie et le chauffage. Le Commerce de détail repart à la baisse (-1,4%, soit 600 postes de moins): le Commerce de détail de meubles et le Commerce de détail de quincaillerie, peintures verres en grandes surfaces sont les plus touchés en nombre.

• Les Services conservent la même tendance de baisse

Les effectifs des Services évoluent au même rythme qu'au premier trimestre (-1,3%, soit 3 000 emplois nets de moins), fortement impactés par l'effondrement de l'Intérim (-10,1% soit 2 500 emplois nets de moins en un an). Hors Intérim, l'emploi dans les Services diminue de -0,3%.

Le **Transport** freine légèrement la chute de ses effectifs (-600 postes). Le sous-secteur Entreposage et services auxiliaires des transports (-3,6%) est le plus affecté : l'Affrètement et organisation des transports (-240 postes) et les Services auxiliaires des transports par eau (-220 postes). Les Activités de poste et de courrier continue la régression de leurs effectifs (-210 postes).

Le secteur de l'**Hébergement et la restauration** (+0,3%) crée 50 emplois. La Restauration qui crée quelques emplois (+0,8%) contraste avec l'Hébergement qui en détruit (-1,9%).

L'**Information et la communication** affiche la plus forte décroissance annuelle des services (-5,1%), touchant particulièrement l'activité Edition et distribution vidéo.

Les **Activités financières et d'assurance** sont portées par les Assurances (+2,7%).

Les **Activités scientifiques et techniques ; soutien, services administratifs** hors intérim progressent de +0,6%, mais après la correction liée au Service Recherche d'une entreprise de pétrochimie, les effectifs restent stables. Les Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (+1,4% après correction) continuent leur hausse et particulièrement l'ingénierie, études techniques (+230 postes). A l'inverse les Activités de services administratifs et de soutien hors intérim, après trois trimestres prometteurs, repartent vers des réductions d'effectifs (-1,0% soit 270 postes nets): les emplois créés dans le Nettoyage courant des bâtiments et dans les Activités de centres d'appels ne compensent pas ceux perdus dans les Activités de sécurité privée et dans Photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau.

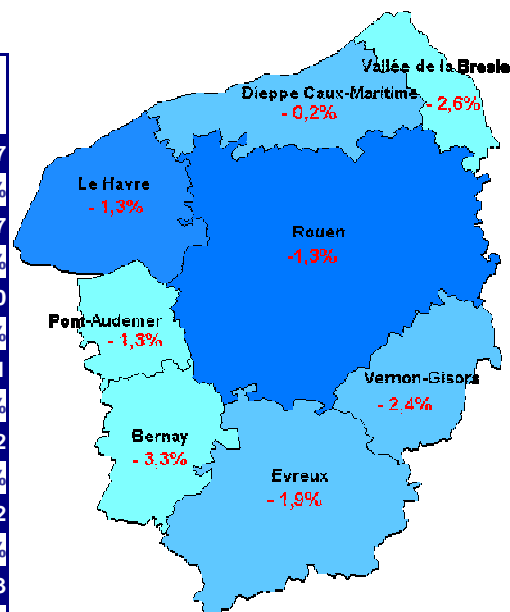
Les **Administrations publiques, défense, enseignement, santé humaine et action sociale** créent 210 emplois (+0,4%). Les Activités générales de sécurité sociale continuent de réduire ses effectifs (-88 postes dans Administration publique -2,4%). La Formation continue d'adultes (-90 postes) et l'Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs (-30 postes) expliquent la baisse de l'Education (-1,2%). A contrario les Activités pour la santé humaine (+1,6%) sont dopées par les emplois créés dans les Activités hospitalières (+170 postes). De même l'Action sociale et hébergement médico-social (+0,8%) augmente ses effectifs dans l'hébergement : Hébergement médicalisé pour personnes âgées (+9,1%) et Hébergement médicalisé pour enfants handicapés (+6,0%).

L'emploi et la masse salariale

par bassin d'emploi au 2ème trimestre 2012

Evolution annuelle des effectifs par bassin d'emploi et secteur économique

Effectif CVS GA 2T12/2T11	Industrie	BTP	Commerce	HCR	Autres Services	Intérim	TOTAL
Bernay	3 602	1 336	1 888	369	3 209	513	10917
	-9.8%	3.9%	-1.7%	5.0%	3.2%	-18.3%	-3.3%
Dieppe - Caux maritime	9 852	2 456	4 937	1 487	8 458	947	28137
	1.0%	-6.6%	0.4%	4.1%	0.2%	-6.8%	-0.2%
Le Havre	27 507	10 416	14 782	4 117	50 039	5 209	112070
	-1.9%	-0.6%	-1.7%	-0.5%	-0.7%	-12.7%	-1.3%
Pont-Audemer	2 299	1 402	2 086	305	2 731	408	9231
	-2.8%	-1.1%	-1.4%	-2.3%	2.8%	-15.3%	-1.3%
Rouen	46 727	21 126	34 328	8 776	100 697	9 648	221302
	-0.5%	-6.5%	-0.8%	0.5%	0.4%	-9.3%	-1.3%
Vallée de la Bresle	6 795	822	1 307	450	2 607	951	12932
	-1.3%	-2.1%	-5.1%	3.6%	-3.2%	-10.1%	-2.6%
Vernon - Gisors	8 106	2 319	4 252	1 078	8 298	1 620	25673
	1.9%	-2.9%	-5.0%	-2.8%	-3.5%	-8.9%	-2.4%
Évreux	12 706	4 022	8 331	2 253	21 579	2 922	51813
	0.3%	-5.4%	-0.2%	-1.1%	-2.4%	-7.2%	-1.9%
Total	117 594	43 899	71 911	18 835	197 618	22 218	472 075
	-0.9%	-4.3%	-1.2%	0.3%	-0.3%	-10.1%	-1.5%



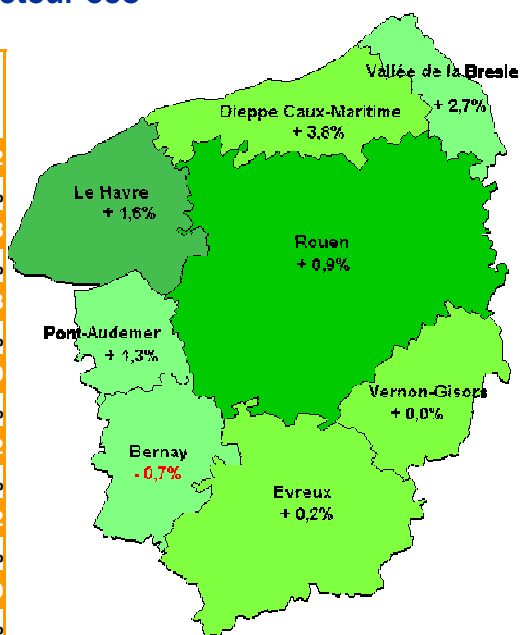
Effectifs salariés (CVS)



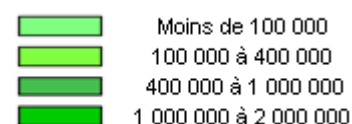
Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acoos

Evolution annuelle de la masse salariale par bassin d'emploi et secteur éco-

Masse salariale CVS GA 2T12/ 2T11	Industrie	BTP	Commerce	HCR	Autres Services	Intérim	TOTAL en milliers d'euros
Bernay	27 604	7 021	10 439	1 403	18 565	3 670	68 702
	-5.9%	10.0%	0.7%	3.8%	4.8%	-9.1%	-0.7%
Dieppe - Caux maritime	84 165	13 295	29 146	6 625	45 195	5 522	183 948
	8.2%	-4.1%	3.9%	3.4%	0.9%	-12.7%	3.8%
Le Havre	268 071	63 086	85 873	17 179	338 002	35 627	807 838
	1.7%	1.1%	1.2%	2.8%	2.6%	-6.1%	1.6%
Pont-Audemer	16 629	7 673	11 588	1 251	14 761	2 759	54 660
	0.7%	-0.4%	1.6%	3.2%	5.0%	-10.3%	1.3%
Rouen	398 444	129 426	210 986	38 579	662 234	63 993	1 503 662
	1.9%	-4.7%	1.5%	2.4%	1.9%	-4.4%	0.9%
Vallée de la Bresle	53 121	4 399	7 151	1 918	13 792	6 191	86 572
	5.9%	4.1%	-6.0%	3.0%	-1.9%	-3.7%	2.7%
Vernon - Gisors	70 319	12 906	26 432	5 569	52 124	9 659	177 009
	3.8%	-5.5%	-1.3%	0.6%	-0.4%	-12.1%	0.0%
Évreux	97 556	22 052	51 431	9 209	136 169	15 570	331 987
	2.0%	-3.7%	3.2%	7.6%	-1.0%	-7.1%	0.2%
Total	1 015 908	259 859	433 045	81 734	1 280 841	142 990	3 214 377
	2.4%	-2.7%	1.5%	3.0%	1.6%	-6.2%	1.2%



Masse salariale en milliers d'euros (CVS)



Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acoos

Les intentions d'embauche

Créée en 1996 pour renforcer la lutte contre le travail illégal, la Déclaration Préalable à l'Embauche concerne tous les employeurs; elle doit être réalisée au plus tôt huit jours avant l'embauche d'un salarié. Le suivi des DPAE permet d'apprécier les mouvements d'entrée sur le marché du travail. Cette étude porte sur l'ensemble du secteur concurrentiel (hors intérim et hors entreprises affiliées à la Mutualité Sociale Agricole) et le secteur public pour ce qui concerne les non fonctionnaires.

69% des DPAE sont des CDD de moins de 1 mois, signe de la précarité de l'emploi

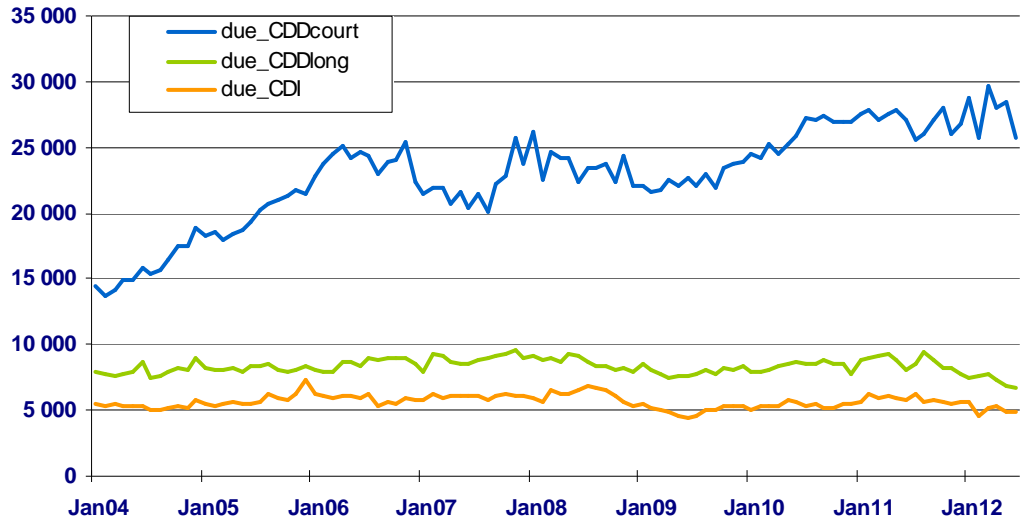
CDI CDD longs: régression avec des niveaux les plus

Au 2^e trimestre 2012, les intentions d'embauche hors intérim en **CDD courts** qui avaient bien résisté jusque là, diminuent à leur tour (-7,2% en trimestriel et -1,6% en annuel).

Celles en **CDI** enregistrent une brusque diminution de -9,9% par rapport au trimestre précédent. Depuis mi 2011 les glissements trimestriels sont à la baisse (-2,4% puis -3,6% aux 3^e et 4^e trimestres 2011) ; la comparaison avec le 1^{er} trimestre 2012, relativement plus favorable (-0,7%), accentue la chute du 2^e trimestre. La tendance annuelle, plus fortement négative (-15,6%), se rapporte à un début d'année 2011 qui semblait vouloir redémarrer.

Les **CDD de plus de 1 mois** enregistrent les baisses les plus marquées (-14,3% en glissement trimestriel et -19,0% en annuel).

Evolution des intentions d'embauche par type de contrat (données mensuelles CVS) - Haute-Normandie -



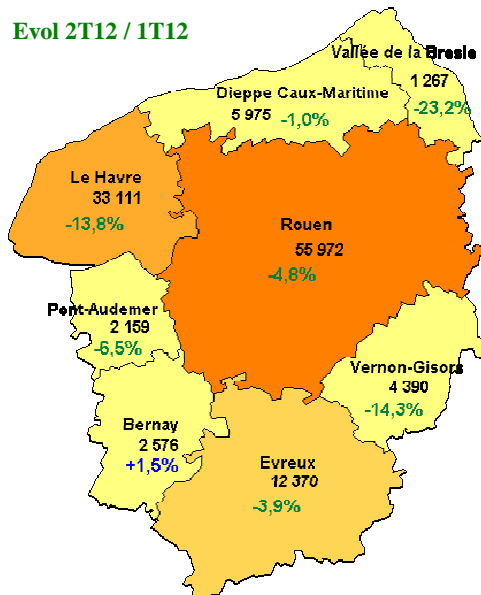
Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acoiss

Embauches hors intérim comptabilisées au 2 ^e trim 2012	Nombre d'intentions d'embauche			Glissement trimestriel			Glisst annuel	
	Tranche de taille de l'entreprise	0 à 19 salariés	20 sal. ou plus	Total	0 à 19 salariés	20 sal. ou plus	Total	
CDI		7 087	8 083	15 170	-8,1%	-11,5%	-9,9%	-15,9%
CDD de plus d'un mois		8 429	12 556	20 985	-7,3%	-18,5%	-14,3%	-19,0%
CDD de moins d'un mois		22 995	58 670	81 665	-1,5%	-9,2%	-7,2%	-1,6%
Total		38 511	79 309	117 820	-4,1%	-11,1%	-8,9%	-7,2%

Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acoiss

DPAE (en CVS) par bassin au 2T 2012

Evol 2T12 / 1T12



Au cours du 2^e trimestre, un tiers des intentions d'embauche concernent les entreprises de 0 à 19 salariés. En un trimestre, ce sont près de 1 600 contrats de moins dans les entreprises de 0 à 19 salariés et près de 9 900 contrats de moins dans les entreprises de plus de 20 salariés

Seul le bassin de Bernay reste positif avec 40 contrats de plus en un trimestre, notamment dans l'Industrie (plus précisément dans les activités Fabrication de parfums et de produits pour la toilette et Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries), dans le Commerce et dans l'Hébergement et restauration.

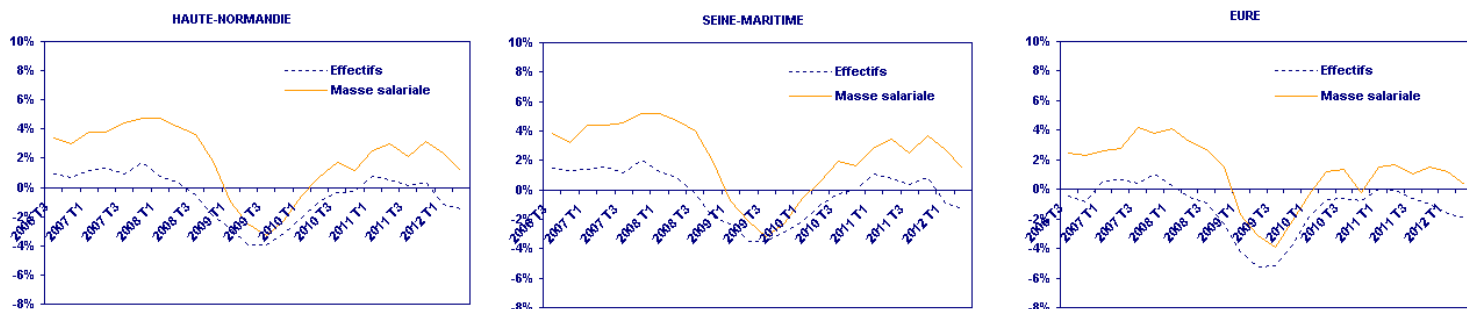
Les DPAE selon l'activité



91% des DPAE concernent le tertiaire, 5% l'Industrie et 4% le BTP

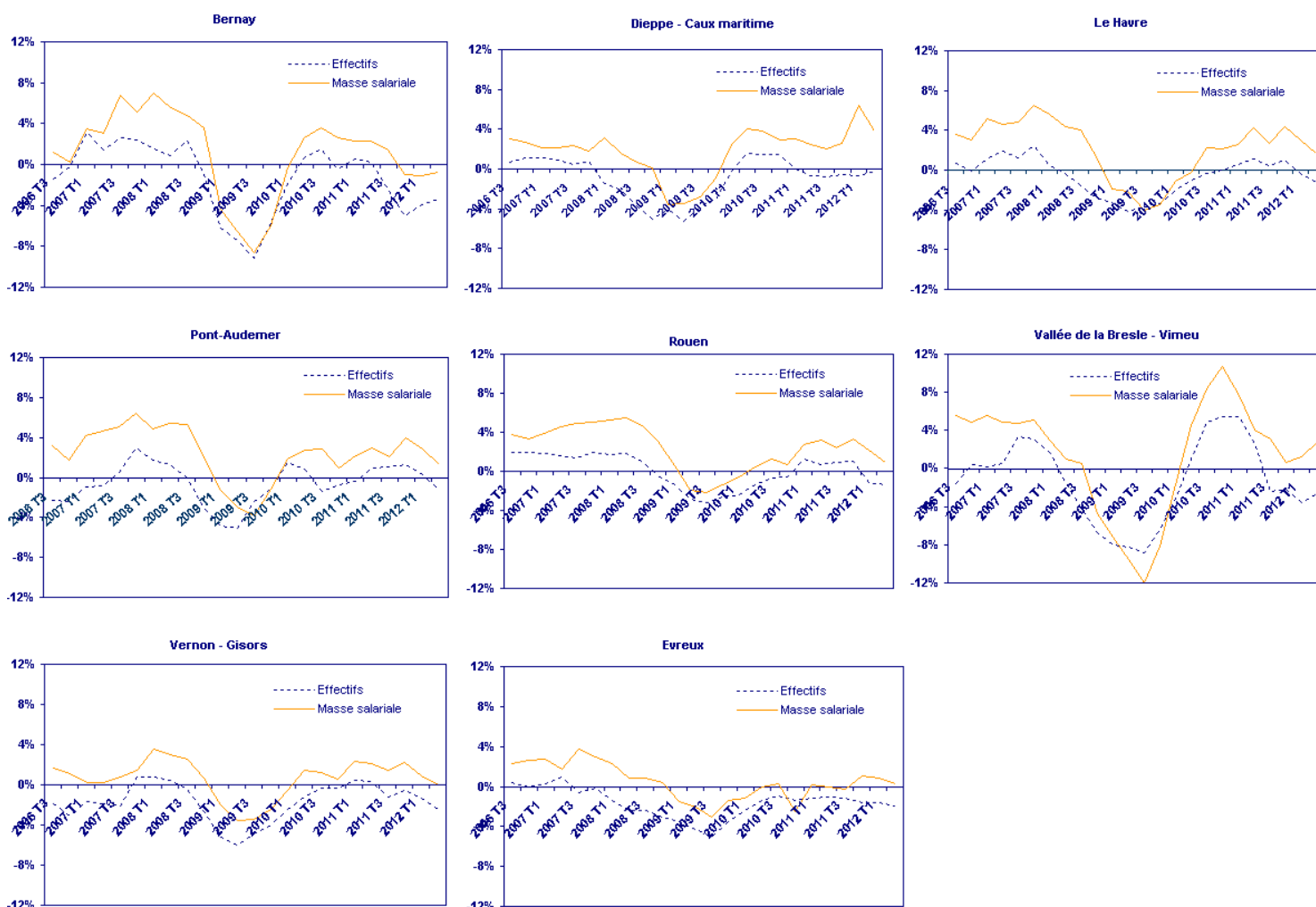
En Haute-Normandie, les trois secteurs diminuent leurs intentions d'embauche. Toutefois l'Industrie diminue fortement les CDI au profit des CDD de longue et courte durée, alors que le BTP offre en créations nettes uniquement des CDD de plus d'un mois. Quant au Tertiaire il réduit tous les types de contrat.

Evolution de l'emploi et la masse salariale en région Haute-Normandie en glissement annuel



Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acoos

Evolution de l'emploi et la masse salariale par bassin d'emploi en glissement annuel



Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acoos

L'emploi et la masse salariale

par secteur d'activité selon NACE 38 au 2ème trimestre 2012

Secteurs d'activité (NACE 38)	Effectif salarié					Masse salariale				
	2012 T2 En nombre	G Trimestriel		Glisst annuel		2012 T2 Millions €	G Trimestriel		Glisst annuel	
		2012 T1	2012 T2	2012 T1	2012 T2		2012 T1	2012 T2	2012 T1	2012 T2
En valeur CVS										
AZ Agriculture, sylviculture et pêche	147	-10.5%	2.8%	-1.0%	7.9%	0.7	-5.2%	0.4%	3.6%	7.4%
BZ Industries extractives	452	-1.9%	0.7%	-0.4%	1.5%	3.7	2.0%	0.5%	1.0%	0.5%
CA Industries agro-alimentaires	13 043	0.1%	0.6%	-1.4%	-0.1%	84.8	0.7%	0.9%	3.0%	2.9%
CB Habillement, textile et cuir	1 011	-4.6%	-1.7%	-8.3%	-8.1%	6.5	-1.3%	3.4%	-5.3%	-0.5%
CC Bois et papier	6 523	-0.8%	-0.7%	1.5%	1.1%	52.7	0.6%	1.1%	4.2%	5.4%
CD Cokéfaction et raffinage	3 296	0.0%	-11.5%	-0.5%	-11.2%	43.8	1.4%	-11.9%	7.1%	-9.2%
CE Industrie chimique	9 819	0.3%	-0.7%	-2.2%	-2.0%	106.2	1.5%	-1.3%	3.6%	1.2%
CF Industrie pharmaceutique	6 609	0.9%	-0.6%	-0.3%	0.2%	67.6	6.5%	-4.2%	6.2%	0.9%
CG Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	14 204	-0.2%	-2.7%	-1.4%	-4.0%	113.7	1.7%	-2.0%	2.4%	1.0%
CH Métallurgie et fabrication de produits métalliques	12 841	1.1%	-0.7%	1.0%	0.0%	99.6	3.5%	-0.6%	4.5%	3.3%
CI Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	2 877	0.0%	0.0%	-1.4%	-0.2%	25.5	2.3%	-0.4%	1.3%	0.3%
CJ Fabrication d'équipements électriques	5 561	-0.2%	-0.4%	0.1%	-0.3%	45.5	1.9%	-1.4%	3.9%	1.6%
CK Fabrication de machines et équipements n.c.a.	6 533	-0.1%	0.1%	1.3%	1.0%	62.8	0.8%	3.4%	0.5%	4.9%
CL Fabrication de matériels de transport	13 149	-1.0%	-0.1%	-0.3%	-0.5%	119.6	-2.4%	0.1%	3.8%	2.5%
CM Industrie du meuble et diverses ; réparation et installation de machines	10 348	-0.7%	0.4%	-0.6%	-1.2%	80.1	0.2%	1.0%	3.0%	2.4%
DZ Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	5 585	0.4%	1.4%	1.4%	2.0%	66.2	21.7%	-9.0%	25.1%	11.3%
EZ Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	5 729	1.3%	-0.6%	3.7%	4.2%	37.9	1.5%	0.9%	5.2%	5.9%
FZ Construction	43 899	-3.2%	-0.9%	-4.0%	-4.3%	259.9	-3.3%	-0.8%	-2.2%	-2.7%
GZ Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	71 911	-0.5%	-0.6%	-0.8%	-1.2%	433.0	-0.1%	0.9%	0.7%	1.5%
HZ Transports et entreposage	45 682	-0.4%	-0.1%	-1.4%	-1.3%	324.3	-0.4%	0.0%	0.5%	-0.8%
IZ Hébergement et restauration	18 843	-1.1%	1.1%	-0.6%	0.3%	81.8	0.4%	1.1%	2.8%	3.0%
JA Edition et Audiovisuel	1 452	-3.4%	-2.2%	-18.4%	-18.4%	11.2	-3.0%	-3.0%	-11.9%	-14.6%
JB Télécommunications	2 577	-0.8%	1.7%	-5.2%	-2.2%	18.3	2.3%	-0.8%	0.1%	-0.9%
JC Activités informatiques	2 852	0.4%	-0.8%	-0.5%	0.8%	23.3	1.1%	0.1%	-1.1%	1.7%
KZ Activités financières et d'assurance	15 211	0.1%	0.1%	-0.4%	0.4%	137.2	1.7%	-0.5%	1.9%	0.8%
LZ Activités immobilières	6 329	-1.2%	-1.7%	0.2%	-1.1%	40.0	0.3%	-1.4%	2.0%	-0.1%
MA Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	19 646	-0.3%	2.1%	1.4%	3.3%	159.0	-0.8%	4.4%	4.4%	7.5%
MB Recherche et développement	956	1.2%	-1.8%	-1.5%	-0.7%	8.4	4.1%	0.6%	-1.4%	1.9%
MC Autres activités scientifiques et techniques	3 002	-1.6%	0.7%	-3.3%	-1.7%	15.9	1.6%	-1.3%	2.2%	1.5%
NZ Activités de services administratifs et de soutien	49 526	-1.6%	-3.5%	-2.2%	-5.3%	269.5	-1.2%	-0.8%	2.5%	-1.1%
OZ Administration publique	4 807	-1.3%	-0.4%	-1.7%	-2.4%	38.7	-2.8%	3.6%	0.1%	1.9%
PZ Education	7 746	0.1%	0.3%	-1.9%	-1.2%	41.9	-0.2%	1.2%	1.6%	1.0%
QA Activités pour la santé humaine	12 356	0.2%	-0.2%	0.9%	1.6%	75.6	1.3%	0.7%	2.8%	2.6%
QB Action sociale et hébergement médico-social	27 901	0.5%	0.2%	1.0%	0.8%	124.0	1.8%	1.1%	3.7%	3.8%
RZ Arts, spectacles et activités récréatives	6 608	0.5%	0.7%	-0.6%	0.7%	31.2	-0.4%	4.5%	-1.3%	3.5%
SZ Autres activités de services	13 208	-0.8%	0.1%	-3.2%	-1.5%	103.9	2.4%	-5.0%	3.8%	-2.8%
UZ Activités extra-territoriales	2	20.8%	0.0%	80.8%	0.3%	0.0	1.2%	-5.8%	47.3%	32.1%

Source : les Urssaf de Haute-Normandie / Acoss

Méthodologie

Source des données :

La base SEQUOIA-UR-ACOSS centralise au niveau national les informations issues des bordereaux récapitulatifs des cotisations (BRC), supports déclaratifs utilisés par les employeurs du régime général déclarant leurs cotisations sociales aux Urssaf.

Champ :

Les salariés des établissements de Haute-Normandie retenus dans cette analyse relèvent du secteur concurrentiel : il intègre toutes les branches d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat et des collectivités territoriales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salarié à domicile. Le secteur dit «Autres» intègre non seulement les établissements ayant provisoirement une activité non classée, mais aussi les activités «Agriculture, Sylviculture, Pêche». En effet, concernant le secteur de l'Agriculture, les Urssaf n'ont qu'une couverture marginale par rapport à la mutualité sociale agricole (MSA).

Notions retenues :

L'effectif salarié, relevé sur le BRC de l'entreprise, est l'effectif en fin de trimestre ; chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail.

La masse salariale désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations. Cette assiette salariale se compose du salaire de base auquel peuvent s'ajouter des compléments légaux,

conventionnels ou attribués à l'initiative de l'employeur (primes, rémunération des heures supplémentaires, avantages en nature...) ; toutefois elle ne comprend pas les sommes allouées au titre de la participation et de l'intéressement.

Le salaire mensuel moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale du trimestre à l'effectif moyen observé sur le trimestre. Ce dernier est calculé comme la moyenne des effectifs de début et de fin de trimestre. Enfin, ce salaire trimestriel moyen est divisé par 3 pour obtenir un salaire mensuel moyen par tête.

Les données sont désaisonnalisées (CVS : Correction des Variations Saisonnières) pour corriger notamment l'impact des versements des primes et les fluctuations saisonnières de l'emploi. Ces désaisonnalisations peuvent conduire à des révisions des périodes antérieures. Les données sont provisoires pour le dernier trimestre, et comprennent des révisions sur l'historique essentiellement sur le trimestre précédent.

Indicateurs :

Le glissement trimestriel (GT) compare les données du trimestre avec celles du trimestre précédent. Le glissement annuel (GA) compare les données du trimestre avec celles du trimestre correspondant de l'année précédente.

Retrouvez l'intégralité de cette étude, et le n° précédent, sur le site de votre Urssaf :

www.seine-maritime.urssaf.fr

www.eure.urssaf.fr

L'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS) met en ligne les résultats nationaux dans une publication intitulée «Acooss Stats», retrouvez-la sur le site www.acoss.fr, rubrique publications.

⊕ Abonnez-vous

Vous pouvez également vous abonner gratuitement à la newsletter de l'Urssaf en vous connectant sur le site national :

www.urssaf.fr

Vous y retrouverez des informations réglementaires adaptées à votre profil et des informations sur l'actualité des Urssaf de la région (salons, réunions d'informations, contacts utiles...).

Observatoire des ressources de la Sécurité Sociale en Haute-Normandie

Publication statistique trimestrielle des Urssaf de Haute-Normandie N°14/ octobre 2012 - Directeur de la publication : Gérard GILMANT

Conception et réalisation : Statistiques régionales - Martine Truyens - tél : 02.35.58.39.85 / martine.truyens@urssaf.fr

Imprimeur : UNICA – Tirage : 300 ex – N° ISSN / 1953-5716

Contact : 0820 395 760 (0,12€/mn) du lundi au vendredi de 8h à 17h30 – Urssaf de la Seine-Maritime 61, rue Pierre Renaudel – BP2035X 76040 Rouen cedex 1